

VERSION

Zehn Jahre sind eine lange Zeit, um sich ein wenig voneinander zu erzählen und zuzuhören. Nur wenigen ist das gelungen. 40 Prozent aller Westdeutschen waren seit 1989 noch nie im Osten, 12 Prozent der Ostdeutschen noch nie im Westen. Das sagt eine aktuelle Studie, die der Mitteldeutsche Rundfunk in Auftrag gegeben hat. Es gibt demnach in Ost und West noch immer Menschen, die noch kein einziges Wort mit einem von der anderen Seite gewechselt haben. Nicht mal an den Tagen, als die ersten Trabis noch mit Tränen und Bananen empfangen wurden. [...]

Nach der Euphorie kamen der große Frust und später das Schweigen. Die meisten haben sich wieder dorthin zurückgezogen, von wo sie kamen. Die Enttäuschung über die auf der jeweils anderen Seite ist groß. Jeder hat sich sein Bild vom andern gemacht. Dass man besonders gut zusammenpasst, haben die meisten dabei nicht festgestellt. Begegnungen gab es trotzdem viele, die meisten kurz und schmerzhaft.

Ost und West trennt nach zehn Jahren genau so viel wie zuvor. Die einen sind die Verlierer geblieben, die anderen die Gewinner. Die einen nutzen berufliche Ausflüge in den unbekanntem Osten als Karrieresprungbrett, die Karriere der anderen war damit beendet — dann kam eine Weile nichts. Der Knick in jeder einzelnen Biografie eint nun den Osten und spaltet ihn zugleich. Wer die alten Bücher, das alte Wissen, die alten Gewohnheiten früh genug ins Feuer warf und sich aufmachte ins neue Leben, der lebt heute wieder angepasst (und keiner wirft es ihm vor), unauffällig und erfolgreich in der wiedervereinigten Masse.

Die Zeit, 9. September 1999

N.B: On ne traduira pas la référence

THÈME

Un jour, vers le début du printemps, le petit garçon tomba malade. Il n'était plus très gai depuis quelques temps, il jouait moins, il était pâle. Il allait toujours voir le train, mais déjà il ne courait plus. Il mangeait de moins en moins et, peu à peu, il ne quitta presque plus son lit.

Le père finit par décider qu'il fallait montrer l'enfant au médecin. Ce n'était pas une petite entreprise de faire venir un médecin dans cette maison perdue à des kilomètres du moindre village. Le père alla jusqu'à une ferme où un camion passait de temps à autre. Le camionneur connaissait un médecin. Et le médecin arriva un matin, juché sur une mule* qu'on lui avait prêtée à la ferme. Il bredouilla quelques mots savants qui firent un peu peur au petit garçon et pleurer sa mère: elle avait compris que la mort rôdait autour de son enfant.

Après le départ du médecin, le père et la mère du petit garçon furent très doux avec lui. Ils sortaient de la chambre pour pleurer et ils riaient avec lui et il n'était plus jamais grondé. Nous sommes tous un peu comme ça: il faut que les choses et les gens autour de nous se mettent à être menacés pour pouvoir sentir enfin combien nous les aimions.

Jean d'Ormesson : L'enfant qui attendait le train, in:
Histoires d'enfances, Éditions Robert Laffont 1998.

* la mule : die Mauleselin

NB : On ne traduira pas le titre de l'œuvre.

EXPRESSION ÉCRITE

Lire soigneusement le texte ci-dessous:

Le “pays autre” de l’Europe

De l’Allemagne de Bonn à l’Allemagne de Berlin: face aux ignorances et aux fantasmes, la réalité s’est une nouvelle fois dévoilée le 12 octobre. La capitale de référence, redevenue cette année capitale de fait, n’est pas le siège d’une puissance nouvelle, sûre d’elle-même, mais l’incarnation des limites et des échecs de l’unification accomplie voilà bientôt dix ans. En effet, malgré les transformations architecturales, malgré les modifications démographiques, la différence entre l’ancien secteur soviétique et l’ancien Berlin-Ouest demeure éclatante. Le PDS, le Parti du socialisme démocratique, successeur du SED, maître absolu de la RDA, a recueilli 40% des suffrages dans l’un, 4% dans l’autre. Le secteur communiste comprenait le cœur de la ville. Du coup, le district Berlin-Mitte (Berlin-Centre), où se trouvent le Parlement et le gouvernement de la République fédérale, va être géré par le PDS, qui y a obtenu 44,2% des voix.

En même temps, cependant, la “République de Berlin” n’est pas un État nouveau, continuateur de l’Allemagne unifiée créée par Bismarck en 1871. La république qui est née à Bonn en 1949 n’a pas été une sorte de parenthèse dans l’histoire allemande. La démocratie de Bonn a simplement été transférée à Berlin, ce qui permettra sans doute à nombre de ses dirigeants politiques et administratifs de découvrir que son élargissement de 1990 l’a placée devant des problèmes nouveaux. Des problèmes que les autres États membres de l’Union européenne n’ont pas.

Chaque pays est autre que les autres. L’Allemagne serait-elle autrement autre que les autres? Oui, à cause de son unification récente. Oui, encore, à cause de son passé vraiment très spécifique. Mais elle est d’abord un pays comme les autres, en particulier comme la France, avec des ressemblances essentielles et des différences qui ne le sont pas. [...]

La République allemande est vraiment fédérale, ce qui rencontre l’incompréhension française, surtout quand les Länder montrent leur pouvoir à Bruxelles, face aux représentants du gouvernement de Bonn, puis de Berlin. Mais le fait que la CDU-CSU domine maintenant le Bundesrat, la Chambre des Länder, crée une situation qui n’est pas sans ressembler à la cohabitation parisienne. Y compris en matière européenne, où il n’existe guère de conflit déclaré entre les deux camps, tandis que des tensions fortes se manifestent à l’intérieur de chacun d’eux. Le tout sur fond de morosité européenne dans la population et de prodigieuse ignorance de ce que l’Union européenne est déjà. [...]

L’Allemagne est en même temps plus directement “européenne” que la France, de par les origines de la République fédérale et de par la façon dont l’unification a été effectuée. On n’a pas eu alors recours à l’article 146 et dernier de la Loi fondamentale de Bonn, qui prévoyait une nouvelle Constitution. On aurait ainsi conféré une même légitimité aux deux États, alors que l’un était fondé sur la liberté et le pluralisme, et l’autre non. L’article 23, lui, permettait d’unifier par l’entrée des régions de l’ex-RDA dans la République fédérale. En 1990, cet article fut abrogé, puisqu’il n’y avait plus rien à unifier, le Préambule proclamant désormais que l’unité était “parachevée”. Mais, en 1992, dans la perspective de la ratification du traité de Maastricht, un nouvel article 23

fut inséré dans la Constitution. Il autorise le transfert de droits souverains à l'Europe communautaire. Ainsi, non seulement la réunification n'a pas arraché notre partenaire allemand à la Communauté, mais elle a constitué la première extension vers l'est de celle-ci.

L'insertion européenne des "nouveaux Länder" n'allait pas de soi, d'autant plus qu'elle aurait nécessité une vision claire des origines et des fondements de la République fédérale. En effet, contrairement à ses partenaires européens, celle-ci a été édifiée non sur l'idée de nation, mais sur une éthique politique, à savoir le double rejet du national-socialisme dans le passé et du communisme dans le voisinage. Cette double source morale a encore été mise en avant par Joschka Fischer dès sa première déclaration de ministre des Affaires étrangères. La présence de militaires allemands en Bosnie, puis au Kosovo trouve là son explication. Déjà, le ministre chrétien-démocrate de la Défense, Volker Rühle avait affirmé, à maintes reprises, que la tâche des soldats de la Bundeswehr était de défendre la Constitution démocratique et d'assumer une coresponsabilité pour la liberté et la dignité humaine d'autrui. Son successeur, Rudolf Scharping, dans un ordre du jour du 27 janvier dernier, disait: "Jamais plus nous ne devons regarder passivement quand des êtres humains sont persécutés, privés de leurs droits, avilis. Jamais plus nous ne devons accepter en silence le génocide." Pourquoi le 27 janvier? Parce qu'il s'agit d'une journée de commémoration nationale introduite en 1995 par le président de la République, Roman Herzog, à l'occasion du cinquantenaire de la libération du camp d'Auschwitz. Il n'en résulte pas qu'on soit plus cohérent que ses partenaires et qu'on sanctionne la Russie quand elle massacre en Tchétchénie, ni que l'intervention au Kosovo ait fait cesser l'inhumanité. Mais l'idée d'une coresponsabilité européenne, y compris militaire, a fait son chemin. En juin dernier, le Kirchentag, grand rassemblement protestant, fortement marqué par le pacifisme dans les années 80, a vigoureusement applaudi Rudolf Scharping.

Alfred Grosser
L'Express 4/11/99 N°2522

Répondre en ALLEMAND aux questions ci-dessous:

(250 mots environ pour chaque réponse)

1. Welches sind die vom Autor im Text angeführten Unterschiede zwischen Deutschland und Frankreich?
2. Der Autor behauptet, dass die Bundesrepublik Deutschland im Unterschied zu ihren europäischen Partnern nicht auf der Idee der Nation, sondern auf einem politischen Ethos gegründet sei. Erklären Sie dieses Urteil und nehmen Sie Stellung dazu.